

LYON

À Saint Luc-Saint Joseph, la PASS soigne ceux que personne ne soigne



Les squatteurs vivent dans des conditions dégradées, et voient de nombreux cafards envahir les lieux. Photo Progrès/Romain ETHUIN



Débutée du droit d'asile, cette femme enceinte d'un mois, et déjà maman de deux enfants en bas âge, n'est pas suivie. Photo Progrès/R. E.

Depuis bientôt dix ans, l'hôpital Saint Luc Saint Joseph accueille des milliers de patients au sein de sa permanence d'accès aux soins (PASS). Leur profil ? Des sans-abri, des migrants et des marginaux qui n'ont aucun accès aux soins, auxquels ils ont pourtant grand besoin. Quitte à venir les chercher directement sur leurs lieux de vie. Immersion dans ce service où la solidarité côtoie la détresse humaine.

13 heures, un mardi. Devant le 38, rue Raulin, à Lyon 7^e, deux hommes patientent à la porte. L'un d'eux tend un papier : « Il a rendez-vous car il s'est gravement coupé la main », traduit son camarade. À même pas 25 ans, les deux Maghrébins dorment dehors : « Dans les jardins, le tramway... Parfois, on ouvre une voiture quand il fait trop froid. » Voici, en résumé, le public cible de la permanence d'accès aux soins de santé (PASS) de l'hôpital Saint Luc Saint Joseph : des personnes démunies, sans aucun droit et souvent sans-abri. « Je me suis pris deux coups de couteau à la jambe », commente le second : « C'est dangereux la rue. »

« Faire vivre les valeurs de la République »

Sans famille, ils n'ont plus que l'un et l'autre pour s'épauler. Le blessé ne parlant pas un mot de français, comme 80 % des 1 400 patients auscultés chaque année, son ami est chargé de la traduction, avant d'être remplacé par une interprète au téléphone. L'infirmière Angeline, en poste depuis un an et demi, est

REPÈRES

Créées en 1998, les permanences d'accès aux soins de santé (PASS) sont des cellules de prise en charge médico-sociale gratuite, reliées à des centres hospitaliers. Selon le listing de l'Union régionale des professionnels de santé médecins libéraux d'Auvergne Rhône-Alpes, on en comptait 62 sur la région en septembre 2018, dont sept sur la métropole lyonnaise.

Des structures généralistes, dentaires ou psychiatriques

Parmi elles, on trouve des PASS généralistes, comme celle de l'hôpital Saint Luc Saint Joseph à Lyon 7^e, et d'autres plus spécialisées comme les PASS dentaire, à l'hôpital Édouard Herriot à Lyon 5^e, pédiatrique, à l'hôpital Femme-Mère-Enfant de Bron, ou encore psychiatrique, au centre hospitalier du Vinatier, lui aussi situé à Bron.

Leur cible ? Des personnes démunies et inconnues des réseaux institutionnels, comme des sans-abri ou des migrants. L'objectif est d'une part de les soigner, mais aussi de les faire rentrer dans le droit commun à travers un volet social élaboré. Certaines PASS, dites « mobiles », vont même directement à leur contact sur le terrain.

Chaque permanence est financée par une dotation de mission d'intérêt général, sous le contrôle de l'Agence régionale de santé concernée. Pour une PASS généraliste recevant au moins 100 patients par an, le budget minimal requis est de 50 000 euros. Si la structure reçoit 1 000 patients par an, la dotation annuelle peut atteindre 450 000 euros. Un rapport d'activité est rédigé chaque année.

R. E.

chargée de la consultation. Sa mission ? « Évaluer l'urgence médicale et sociale de la situation pour ensuite réorienter vers un médecin, si besoin. » La permanence en compte quatre, la plupart oscillant entre ici et le centre hospitalier. « Vos médicaments vous ont-ils soulagés ? », demande la professionnelle. Oui, mais son ordonnance d'antalgiques est périmée.

Angeline s'empresse donc de prévenir la pharmacie de l'hôpital, puis s'attelle à refaire son pansement. Le jeune homme s'allonge avec difficulté, se tourne sur le brancard, et pleure à chaudes larmes au moment de désin-

fecter la plaie. Un acte qui ne lui coûtera pas un seul centime... « C'est ma manière de faire vivre les valeurs de la République », sourit l'infirmière.

Détresse sociale

Une fois sa tâche accomplie, c'est au tour de l'assistante sociale, Mariène, de lui poser des questions. « Avez-vous demandé l'Aide médicale de l'État ? » Non. « Depuis quand êtes-vous en France ? » Six mois. « Possédez-vous une adresse ? » Aucune. C'est pourtant un prérequis essentiel aux démarches. L'assistante l'invite donc à se tourner vers l'accueil

de jour. À bout de nerfs, le jeune craque : il préférerait un logement... Elle n'a pourtant que trois semaines de répit, dans un lit de repos, et un nouveau rendez-vous à lui proposer. « Il est en détresse, comme on en voit beaucoup malheureusement », regrette Mariène. Dans la salle d'attente, des femmes, des enfants, un sans-abri en fauteuil roulant et un grand gaillard de 42 ans. « Vous avez de la chance, c'est le plus beau », sourit la secrétaire Coralie. Car l'homme originaire d'Afrique de l'Ouest est régulièrement suivi dans la structure : « C'est un peu chez moi ici », ironise celui qui dort sous une tente, à proximité de la gare Part-Dieu.

« J'ai peur de mourir »

Son grand sourire laisse pourtant vite place à une grimace. « Pouvez-vous marcher ? », lui demande Angeline. « J'ai si mal », répond-il en boitant sévèrement. Laisant apparaître, au passage, ses multiples cicatrices à la jambe. Un imposant œdème à l'œil gauche est également apparu il y a trois jours. Une piqûre d'insecte ? Par précaution, un médecin lui réclame une prise de sang. « Encore ! », s'exclame le patient, visiblement habitué à l'exercice. Et pour cause, le sans-abri souffre à la fois de diabète, de problèmes de tension, du cœur, ainsi que des reins : « Je suis fatigué mais je n'ai pas le choix... J'ai peur de mourir. »

Comme lui, une dizaine de personnes sont reçues chaque mardi et jeudi. Certains viennent d'eux-mêmes, d'autres sont aiguillés par des associations, et beaucoup sont trouvés par la PASS elle-même, grâce à son équipe mobile.

Romain ETHUIN

Vu de l'intérieur : dans ce squat lyonnais où vivent 250 personnes

« Aujourd'hui, nous allons visiter un très grand squat », avertit Claudine, la doyenne de la PASS. Avec Lucie, assistante sociale, et Leslie, médecin, elle nous conduit à Lyon 7^e, où se trouve un vaste bâtiment abandonné de cinq étages. C'est l'un des nombreux sites régulièrement visités par l'équipe mobile.

Premier constat : le squat a fait le plein. « Il y a plus de monde que d'habitude, entre 250 et 260 personnes au bas mot », confie l'équipe qui s'y rend régulièrement depuis deux ans. Des hommes, nombreux, mais aussi des femmes et des enfants. Plusieurs ont élu domicile au sous-sol, qui n'a pourtant ni fenêtre, ni issue de secours.

Une fausse couche

Un couple vit dans une chambre à peine éclairée. Sans-papiers, l'homme travaille clandestinement. Sa femme a mal au bas-ventre. Elle vient de faire une fausse couche. « Ce n'est la faute de personne », tente de la rassurer Leslie. Un peu plus loin, un homme analphabète cherche un médecin pour son diabète. Son aide médicale de l'État vient d'expirer. Le groupe lui indique son adresse, avant d'être réclamé ailleurs. Une femme enceinte, qui vit ici avec ses deux enfants en bas âge et son compagnon, se sent « fatiguée ».

À un mois de grossesse, cette exilée africaine ne bénéficie d'aucun suivi. L'assistante sociale s'assied à ses côtés sur son

matelas, à même le sol, pour lui indiquer les démarches à suivre : « Je vais demander un suivi auprès d'une infirmière puéricultrice. »

« Heureusement que la PASS est là »

En se dirigeant vers les étages supérieurs, il y a un autre jeune homme bien connu de la structure. Arrivé en tant que réfugié il y a quatre ans depuis l'Afrique de l'Ouest, il avait pu obtenir un médecin traitant... Droit qu'il a perdu depuis, une fois débouté. Or, il souffre d'hépatite B : « J'ai déjà raté deux rendez-vous à l'hôpital, heureusement que la PASS est là. »

À l'étage du dessus, un autre compatriote débouté. « Il faut attendre 18 mois avant

de refaire une demande, vous vous souvenez ? », l'interroge Lucie. Il acquiesce. Un de ses camarades se voit proposer un rendez-vous fin mars, face à des symptômes jugés inquiétants.

Certains refusent. À l'image de ce livreur, handicapé à la main après de nombreux accidents à vélo. « J'essaie de le convaincre d'aller aux urgences, mais il craint de ne plus pouvoir travailler », déplore le médecin. S'il dispose d'électricité, l'homme vit dans un habitat sommaire jonché de cafards. « Ce n'est pas terrible mais c'est toujours mieux que dehors », relativise un voisin. La rue, il l'a connue, et ne veut surtout pas y retourner : « Là-bas, on doit se défoncer pour oublier. »